

ÉDITO

# Vision allemande de l'Europe : comment persévérer dans l'erreur

Publié dans L'Opinion le 13 novembre 2023

Par Bruno ALOMAR



Bruno ALOMAR est diplômé de l'IEP de Paris, d'HEC et de l'École de Guerre. Ancien élève de l'ENA, il est également titulaire d'un LLM de l'Université Libre de Bruxelles. Cet économiste français a travaillé au ministère des Finances et à la Commission européenne (en tant que haut fonctionnaire à la DG COMP, Direction générale de la concurrence) et a enseigné les questions européennes à Sciences Po Paris et à l'IHEDN. Auteur de *La réforme ou l'insignifiance : dix ans pour sauver l'Union européenne* (Ed. École de Guerre – 2018), Bruno ALOMAR commente régulièrement l'actualité, et notamment les questions européennes, à travers des chroniques publiées dans divers médias français. Depuis 2020, il est également PDG de New Horizon Partners, une société spécialisée dans le conseil en relations publiques et communication.

« Les errements de l'Allemagne ne seraient rien si elle n'était la puissance dominante de l'UE. Or, elle a un agenda et il est désastreux pour l'Europe, pour la France, et même sans doute pour elle ». En 1896 le jeune Paul Valéry, traitant de la naissante et prometteuse Allemagne, écrivait : « dans le succès allemand, je vois, avant tout, celui de la méthode ». Et plus loin : « il reste un merveilleux instrument : l'intelligence disciplinée ». Enthousiasme de jeunesse, dirait-on de la part de Valéry, esprit brillant et bienveillant, éminent représentant de cette république des intellectuels d'avant-Première Guerre mondiale ?

Car, en fait de méthode, de discipline d'esprit, lorsque l'on veut bien se départir d'une vision romantique de l'Allemagne qui, ces dernières années, a conduit la France et ses élites à tant d'erreurs continuées, ce sont les échecs et les revirements brutaux qui frappent. Prenons la question



migratoire. Tout à son hubris – et il faut le dire sans aucun souci de ses partenaires européens – l'Allemagne décidait seule, à l'été 2015, d'organiser un gigantesque appel d'air pour les réfugiés syriens au nom de la Willkommenskultur. C'est, on l'oublie souvent, largement cette décision qui a provoqué ce que l'Allemagne voulait éviter plus qu'aucun de ses partenaires européens : le Brexit.

Demi-tour. C'est de cette décision que résulte le succès sans cesse plus grand de l'extrême-droite allemande renaissante (AFD), alors même que l'absence de parti à droite de la CDU-CSU était l'un des piliers de l'Allemagne démocratique d'après Deuxième Guerre mondiale. C'est enfin la question

migratoire qui est l'une des plaies les plus vives de l'Union européenne (UE), dépassant désormais ce que l'on a initialement considéré comme un simple clivage entre anciens États membres (à l'Ouest) et nouveaux (à l'Est) pour devenir le problème de tous. Dépassée par ce mauvais génie, l'Allemagne est en train d'effectuer un spectaculaire et brutal demi-tour, le Chancelier Scholz ayant déclaré récemment que « trop de gens viennent! ».

Si l'on s'intéresse à la question énergétique, là encore, l'irrationalité et les déconvenues induites par la sortie en catastrophe de l'énergie nucléaire décidée en 2012 – sans plus de concertation avec qui que ce soit d'ailleurs – n'ont fait que navrer les



amis de l'Allemagne, blesser et affaiblir l'Europe. Et que dire de la mauvaise saga franco-allemande en matière de défense, où Berlin, tout à une préférence otano-américaine que l'on peut comprendre, mais qu'il est temps d'admettre à Paris, accumule les mauvais coups ? Longue est la liste.

Faut-il en déduire que l'Allemagne avec toutes ses erreurs – elle n'en a pas le monopole, notamment de ce côté-ci du Rhin – aurait égaré ce que Pascal appelait « l'esprit de géométrie » quelque part dans ses forêts profondes si éloignées de nos jardins à la française ? Sans doute pas. Et c'est là qu'est le danger. Car les errements de l'Allemagne ne seraient rien si, du fait de médiocrités bien françaises que d'aucuns veulent d'ailleurs mettre sur le dos de l'Allemagne au travers d'un anti-germanisme primaire, par son poids politique, économique, et surtout son patient et fructueux travail d'influence, l'Allemagne n'était la puissance dominante de l'UE. Or, pour ce qui concerne l'avenir de l'UE, l'Allemagne n'avance pas au hasard : elle a un agenda, et il est désastreux pour l'Europe, pour la France, et même sans doute pour elle.

Dépossession. En écho à la publication, fin septembre, des propositions de réforme de l'UE remises par un groupe d'experts mandatés par Paris et Berlin, la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baerbock, a en effet présenté ses mesures phares pour enclencher la réforme de l'élargissement de l'UE devant ses homologues à Berlin, jeudi 2 novembre. La vision allemande, telle qu'elle s'exprime, est articulée autour de deux axes qui sont autant d'erreurs : la fuite en avant dans l'élargissement et l'accentuation de la dépossession des peuples.

Première erreur, la poursuite de l'élargissement « *whatever it takes* » et notamment à l'Ukraine. Mme Baerbock a ainsi souligné que l'élargissement était essentiel pour permettre à l'UE de conserver son influence géopolitique et de consolider son unité. Rien de nouveau à cela : c'est exactement la

vision développée le 29 août 2022, à Prague, par le Chancelier allemand dans son grand discours européen au cours duquel il appelait à une « Union européenne à 30 ou 36 membres », qui fait écho à la volonté allemande d'extension de l'UE à l'Est depuis toujours, d'ailleurs relayée par la France.

L'on peine à discerner en quoi l'UE élargie est un gage d'influence alors que jamais l'UE n'a été aussi divisée (euro, migrations, rapports aux Etats-Unis, questions moyen-orientales) et, pire encore, jamais sa voix n'a été aussi inaudible sur la scène internationale. L'Allemagne, comme la plupart des élites européennes depuis 1989, singeant l'idée de Mao Zedong « *la révolution est comme une bicyclette, quand elle n'avance pas, elle tombe* », est incapable de penser ce dont l'UE a cruellement besoin : une pause dans l'acquisition de ses compétences et celle de nouveaux États membres, pour fonctionner mieux et raccrocher les peuples. Faut-il préciser que c'est d'ailleurs l'opinion très majoritaire des Français ?

Maladie. Deuxième erreur : l'oubli des peuples, justement, et de la démocratie. L'Allemagne et l'UE sont ici en pleine contradiction. Depuis trente ans, la maladie de l'UE, telle que diagnostiquée par les élites européennes elles-mêmes, porte un nom : le déficit démocratique. C'est pour y remédier que la principale évolution institutionnelle de l'UE au cours des dernières décennies et en particulier le Traité de Lisbonne qui généralise la co-décision a été – qu'on le regrette ou non – l'augmentation continuée des pouvoirs du Parlement. Mais cette démocratisation n'a été que d'apparence tant elle est passée à côté du véritable enjeu : la dilution de la représentativité des populations des grands États au nom d'un fédéralisme artificiel. C'est bien cela la maladie démocratique de l'UE : le fait qu'un Luxembourgeois, parce que ce pays a autant de pouvoirs que la France dans la plupart des instances de l'UE (un commissaire, un banquier central à la BCE, nombre de parlementaires plus que proportionnel à sa démographie), a beaucoup plus

de poids qu'un Français. Là se loge la dépossession du pouvoir politique que pointait Valéry Giscard d'Estaing dès 1992, que ressentent beaucoup de Britanniques et que ressentent sans savoir l'exprimer beaucoup de Français. Or que propose l'Allemagne ? Développer la majorité qualifiée dans le domaine de la politique étrangère et de la fiscalité. Il faut mettre des mots sur ces idées : fin de la diplomatie française, fin de la capacité des Français à décider de leurs impôts !

Elle propose aussi que les grands États – dont elle-même – puissent renoncer à leur commissaire européen. La manœuvre est subtile : car l'Allemagne sait que sa renonciation au pouvoir dans l'UE ne sera que de façade tant cette dernière, dont la logique institutionnelle ressemble à un Etat fédéral, lui confère un avantage naturel par rapport à une France que son système politique vertical, sa culture et, il faut le dire, la médiocrité de ses dirigeants, rendent incapable de protéger ses intérêts.

Décrochage. En définitive, l'Allemagne a bien une vision pour l'Europe : prolonger les erreurs commises au cours des trois dernières décennies qui laissent l'UE divisée, diminuée par le départ du Royaume-Uni, instrumentalisée par les Empires (Russie, Turquie), et dont le PIB par habitant décroche par rapport aux Etats-Unis d'Amérique. Il est temps pour ceux qui en France aiment leur pays et l'Europe de dire non à l'Allemagne ●

REGARD D'EXPERT

# L'Arabie Saoudite se positionne en médiateur dans le conflit à Gaza

Par Bertrand Besancenot



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen- Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar

en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

Riyad a organisé le week-end dernier une double conférence de la Ligue Arabe et de l'Organisation de la Coopération Islamique sur la guerre à Gaza. L'objectif est clair : rassembler la famille arabe et islamique pour tenter de peser sur la sortie de crise et un futur arrangement éventuel dans le conflit israélo-palestinien.

En effet, si la « rue arabe » a rapidement exprimé son indignation devant l'importance des pertes civiles palestiniennes, les gouvernements arabes ont donné l'impression de s'accommoder implicitement d'une mise au pas du Hamas, soutenu essentiellement par l'Iran. Il était donc nécessaire que les capitales arabes, face à la durée de la crise, reprennent l'initiative et se réapproprient la « cause sacrée arabe ».

Certes, la réunion de Riyad n'a pas débouché sur des actions concrètes, étant donné les divergences persistantes entre pays membres tant de la Ligue Arabe que de Organization of Islamic Cooperation (OIC). Les demandes de rupture des relations diplomatiques et économiques avec Israël n'ont en particulier pas été retenues.

Le communiqué final de la rencontre met cependant en exergue les points de convergence suivants : la demande d'un cessez-le-feu immédiat, la fourniture d'une assistance humanitaire aux Gazaouis et le rappel de la nécessité d'une solution

politique au conflit israélo-palestinien, sur la base de deux Etats. La seule requête concrète est celle d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour entériner ces points.

En réalité l'effort des pays arabes ne s'arrête pas là, puisque le Qatar et l'Égypte sont à la manœuvre sur la question des otages israéliens et que ces deux pays auxquels s'ajoutent l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis et la Jordanie se consultent – en relation avec les Etats-Unis – sur les options envisageables pour la sortie de crise (en particulier l'administration de Gaza et la restauration d'une autorité palestinienne en mesure de négocier avec Israël une solution à deux Etats).

Certes, le gouvernement de Benjamin Netanyahu ne veut envisager – face à la pression internationale croissante – que des pauses humanitaires, tout en poursuivant son objectif d'éradication du Hamas. Mais plus le conflit durera, plus même l'allié américain poussera pour trouver un arrangement permettant de mettre un terme à la violence. Et c'est dans cette perspective que l'Arabie Saoudite aura clairement un rôle incontournable à jouer. Elle avait en effet, avant la crise de Gaza, montré sa disposition à normaliser ses relations avec Israël, mais à deux conditions : la fourniture de garanties de sécurité américaines face à la menace iranienne et un geste significatif d'Israël en faveur des Palestiniens.

La guerre à Gaza a conduit Riyad à suspendre les négociations avec Israël, mais pas à les rompre. En réalité l'Arabie prend acte du réengagement (temporaire ?) américain au Moyen-Orient et du fait que l'administration Biden a obtenu d'Israël l'ouverture d'un corridor humanitaire à Rafah et a aussi empêché jusqu'ici un embrasement général dans la région, en déployant une armada qui a dissuadé le Hezbollah et l'Iran de s'engager massivement dans le conflit. Cela est important pour

l'Arabie Saoudite, dont la priorité est de réussir la mise en œuvre de sa « Vision 2030 » en attirant les investisseurs internationaux sur ses grands projets, ce qu'un embrasement de la région empêcherait. Riyad entend donc calmer le jeu et met à profit sa politique de dialogue avec tout le monde – y compris avec l'Iran, la Syrie et les Houthis du Yémen – pour apparaître comme le pays capable de rassembler la famille arabe et islamique.

Le prince héritier saoudien a condamné fermement la poursuite de l'opération israélienne à Gaza, a accueilli le président iranien dans le cadre de l'OCI et a réitéré le soutien du royaume à la cause palestinienne. Il se positionne ainsi aux yeux de Washington comme une sorte de médiateur et un partenaire incontournable pour sortir de la crise, au moment où les Etats-Unis apparaissent à nouveau comme l'acteur principal dans la région. En effet, si la Russie bénéficie d'une certaine marginalisation de sa guerre en Ukraine dans l'opinion publique internationale, elle n'a pas de rôle actif dans les efforts diplomatiques en cours à Gaza, pas plus que la Chine, la Turquie ou – malheureusement – l'Europe.

Riyad prend en réalité acte de la détermination du président Biden dans cette crise et se pose donc en porte-parole du monde arabo-musulman vis-à-vis de Washington pour tenter de stabiliser la situation.

Il est naturellement trop tôt pour prévoir l'issue du conflit en cours, mais d'ores et déjà le Royaume et ses alliés du Golfe apparaissent les mieux placés pour reconstruire Gaza, contribuer à la gestion de l'après-crise et rechercher une solution durable au conflit israélo-palestinien. La guerre à Gaza aura donc permis à MBS de jouer sa carte d'acteur autonome dialoguant avec toutes les parties et œuvrant à la stabilisation du Moyen-Orient ●

## REGARD D'EXPERTE

# (Cyber)Harcèlement scolaire en France : une réalité alarmante

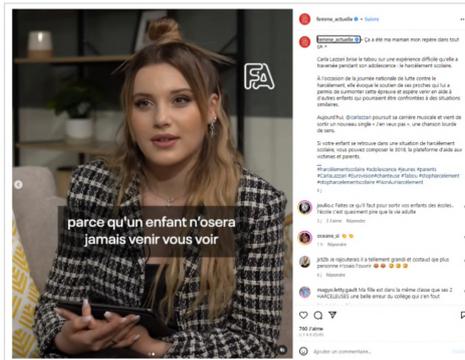
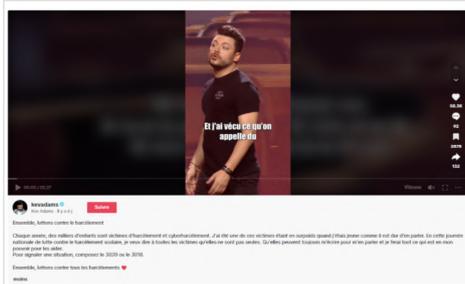
Par Emilie Guignard



Emilie commence sa carrière chez The Social Client où elle est entièrement dédiée au programme d'ambassadeurs d'un acteur des télécommunications.

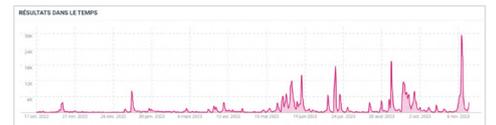
Tout acte répété de violence physique ou verbale, de menace ou d'intimidation exercé à l'encontre d'un élève, par un autre élève ou un groupe d'élèves, en raison de son appartenance à une ethnie, à une religion, à une orientation sexuelle ou à une différence physique ou psychologique est considéré comme harcèlement scolaire en France.

Entre prise de conscience du constat alarmant de la santé mentale des jeunes en France depuis la COVID (20,8% de la catégorie de 18-24 ans était concernée par la dépression en 2021, contre 11,7% en 2017 selon Santé Publique France) et la triste actualité (7 % des élèves de primaire et 12 % des élèves de collège sont victimes de harcèlement au moins une fois par semaine selon une étude de l'IFOP), la question du harcèlement scolaire est sur le devant de la scène. De nombreuses personnalités publiques abordent désormais sans tabou le harcèlement qu'elles ont vécu en milieu scolaire, permettant à la parole de se libérer et aux témoignages d'affluer sur les différents réseaux sociaux.



Et bonne nouvelle (car en parler permet d'agir) : nous n'avons jamais autant conversé autour du harcèlement scolaire dans la sphère digitale qu'aujourd'hui.

Alors que la journée mondiale de lutte contre le harcèlement scolaire ne générait que 5k conversations en ligne les 8-9-10 novembre 2022, on constate cette année 57.4k mentions sur la même période sur l'espace digital montrant l'intérêt grandissant des français pour cette cause. Face à ce fléau, les politiques n'ont eu le choix que de faire du harcèlement un chantier majeur de 2023.



Graphique : mentions en ligne autour du "Harcèlement scolaire" dans la sphère linguistique francophone du 16 octobre 2022 au 16 novembre 2023

Des pics de conversations sont par ailleurs corrélés aux différentes annonces faites en 2023 : de la prise de poste le 20 juillet de Gabriel Attal comme ministre de l'Éducation, au premier plan interministériel établi ce jeudi 9 novembre dédié à la lutte contre le harcèlement à l'École, en passant par l'examen du budget 2024 (dans la nuit du 3 au 4 novembre) consacré à l'Éducation nationale (30 millions d'euros à la lutte contre le harcèlement à l'école ont été votés par les députés).

Et si les réseaux sociaux ont permis aux internautes d'ouvrir la parole sur ce sujet d'actualité, de créer des espaces de soutien en ligne et de sensibiliser le plus grand nombre au sujet, ils ont aussi rendu le harcèlement plus visible et facile à perpétuer en offrant aux harceleurs un nouveau canal pour exercer leurs violences en dehors des murs



de l'école, rendant les victimes encore plus vulnérables. Diffuser des rumeurs, des insultes ou des menaces, filmer ou photographier les actes de violence et les partager sur les réseaux sociaux... Les fonctionnalités offertes par les plateformes sont malheureusement souvent détournées et ont un impact dévastateur sur les victimes. Pour cela et bien d'autres raisons, le cyberharcèlement est à même hauteur que le harcèlement, un délit.

Par conséquent, les décisions prises aujourd'hui autour de la protection en ligne des plus jeunes se durcissent en Europe comme en France : la loi sur la majorité numérique votée en juillet ambitionne ainsi de protéger les plus jeunes des contenus violents ou pornographiques. Elle prévoit l'interdiction de l'accès aux réseaux sociaux avant l'âge de 15 ans (sauf si un des parents l'autorise) et une amende pour les plateformes qui ne respectent pas la loi (jusqu'à 1% de leur chiffre d'affaires annuel). Et le Gouvernement souhaite aller encore plus loin en instaurant une peine de « bannissement » temporaire des réseaux sociaux pour les personnes responsables de cyberharcèlement.

A la vue de cette actualité, certaines plateformes prennent les devants : début novembre, certains réseaux ont ainsi fait la promotion de leur dispositif d'alerte « rapide » et l'accès « facile » au numéro anti-harcèlement.

Sur Instagram et Facebook, il vous faudra signaler le contenu gênant dans la rubrique harcèlement. Vous devrez ensuite sélectionner la rubrique « haine et harcèlement » et vous rendre tout à la fin sur un bouton dédié qui composera alors le numéro anti-harcèlement. Pour faciliter ce long process, Méta propose une seconde solution : se rendre sur le post en question, l'ouvrir et secouer son smart-

phone. A partir de là, une fenêtre s'ouvre et vous guide dans vos démarches. Il vous suffira alors de signaler un spam, un abus ou un problème technique.

Sur Tik Tok, l'accès à cette fonctionnalité n'est pas aussi facile : il faudra aux internautes se rendre sur le GPS pour le trouver et passer par le bouton partager avant de pouvoir signaler un contenu. Malheureusement, le signalement ne met pas fin au harcèlement. Et une fois remonté, le contenu doit encore être supprimé par les plateformes. S'ensuit alors le long chemin de la modération des contenus par les plateformes si décrié ces derniers mois. Vous êtes concerné par du cyber-harcèlement ? Gratuit, anonyme, confidentiel, le 3018 est le numéro court national contre les violences numériques.

Tiers de confiance auprès des réseaux sociaux pour signaler et faire supprimer des contenus préjudiciables en quelques heures, le 3018 porté par l'Association E-enfance, accompagne les adolescents, les parents et les professionnels sur toutes les questions liées aux usages numériques des jeunes (cyberharcèlement, revenge porn, chantage à la webcam, surexposition aux écrans, jeux vidéo, exposition à des contenus violents; pornographiques, contrôle parental, piratage de compte, usurpation d'identité, etc) ●



## À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.